

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV1

Colomiers, le 27/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



USSO-ARTERRIS

Route de la Plage
31150 LESPINASSE

Références : 2022/65

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement USSO-ARTERRIS implanté Route de la Plage 31150 LESPINASSE. L'inspection a été annoncée le 04/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- USSO-ARTERRIS
- Route de la Plage 31150 LESPINASSE
- Code AIOT dans GUN : 0006802756
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : /

La société USSO exploite des installations de stockage de céréales sur le site de Lespinasse.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : haut de cellule et les parois de l'aire de chargement/déchargement du silo nommé extension et lieu d'implantation de la cuve du compresseur

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 septembre 2021 ;
- équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
nettoyage	AP de Mise en Demeure du 17/09/2021, rappel de l'alinéa 1 de l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005
liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
compte rendu d'inspection périodique (IP) - ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
attestation de requalification périodique - ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, aucun fait avec suite ni fait susceptible de suite n'a été relevé. La prescription de l'alinéa 1 de l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 rappelée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 septembre 2021 est respectée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : nettoyage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 17/09/2021, article rappel de l'alinéa 1 de l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 septembre 2021 : La société USSO, exploitant des installations de stockage de céréales, route de la plage à Lespinasse (31150), est mise en demeure de respecter, sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 sus-visé : -alinéa 1 de l'article 6.2.4 relatif au nettoyage des installations en nettoyant le silo nommé extension au niveau des descentes du grain et passerelles et les parois de l'aire de chargement/déchargement .</p> <p>Alinéa 1 de l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29 avril 2005 :</p> <p>Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les descentes du grain, les passerelles et les parois de l'aire de chargement/déchargement du silo nommé extension ont été nettoyées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté une liste des équipements sous pression soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Selon cette liste, un équipement est présent sur le site. Il s'agit d'une cuve de compresseur. L'inspection n'a pas vérifié le caractère exhaustif de cette liste.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : compte rendu d'inspection périodique (IP) - ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Prescription contrôlée : L'inspection périodique est réalisée : <ul style="list-style-type: none">– pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;– pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. – Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. – Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : Le dernier compte-rendu périodique de la cuve de compresseur a été réalisé, par la société DEKRA, le 15 décembre 2020. La périodicité maximale entre les inspections périodiques pour cet équipement est fixée à 4 ans. La prochaine inspection est prévue en 2023. L'inspection ne constate pas de retard dans la périodicité.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : attestation de requalification périodique - ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. – L’organisme habilité (APAVE, BUREAU VERITAS, ASAP) émet une attestation permettant d’identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l’expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>III. – Lorsqu’une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l’attestation le mentionne ... La remise en service de l’équipement est subordonnée au résultat favorable d’un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l’altération. ... L’organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. – Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">– d’exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s’il ne dispose pas d’une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;– dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n’a pas été matérialisée. <p>Constats : La cuve du compresseur a été mise en place en 2014. La première requalification est prévue en 2024. Le délai réglementaire fixé à 10 ans n'est pas échu. La date d'échéance de 2024 est indiquée dans la liste des équipements sous pression.</p>
Type de suites proposées : Sans suite